



GENERAL ASSEMBLY ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ASSEMBLEIA GERAL جمعية عمومية

#CODESRIA14

Creating African Futures in an Era of Global Transformations:

Challenges and Prospects

Créer l'Afrique de demain dans un contexte de transformations mondialisées :

enjeux et perspectives

Criar Futuros Africanos numa Era de Transformações Globais:

Desafios e Perspetivas

بعث أفريقيا الغد في سياق التحولات المعولمة :

رهانات و آفاق

La CIRGL¹ et les enjeux de l'intégration économique régionale face aux nouvelles représentations de la paix, de la guerre et de la territorialité dans la région des Grands Lacs.

**Jacques Tshibwabwa
Kuditshini**



CODESRIA

08 - 12 June / Juin 2015

Dakar, Senegal



INTRODUCTION

Pour sortir la région des Grands Lacs de la crise profonde qu'elle traverse depuis plus de deux décennies malgré la « fabrication » des nombreux accords de paix qui ont fait long feu, il a été préconisé la création, en 2004, d'une Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL). L'objectif majeur de cette conférence était d'inaugurer une nouvelle ère en vue de permettre la coopération entre les différents États de la région et favoriser l'intégration économique et la paix. Force est de constater aujourd'hui que les objectifs de sécurité et de paix et ceux d'intégration économique régionale qui ont justifié la création de la CIRGL n'ont pas été atteints. Pour expliquer les causes de l'échec de l'intégration économique régionale telle que portée à bras-le-corps par la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), nous avons retenu deux hypothèses pouvant enrichir le débat dans ce registre. En effet, l'échec de l'intégration économique dans la Région des Grands Lacs, et ce faisant, en Afrique centrale, à l'ère de la CIRGL est du notamment :

- à l'émergence, dans cette région, des nouvelles formes de représentations sociales, des nouveaux imaginaires ou perceptions autour de la notion de « paix » et celle de « conflit armé ou de guerre »;
- et à l'émergence des nouvelles formes de représentations de la territorialité » modelées par la dynamique de la conflictualité armée et par les enjeux de la mondialisation, dans cette partie du continent.

Selon ces nouvelles formes de représentations sociales en gestation, paix et guerre ne semblent pas être considérées comme deux réalités contradictoires qui s'excluent l'une l'autre, mais plutôt comme deux moments inclusifs. C'est la ligne même de démarcation entre ces deux réalités qui est remise en cause par ces nouvelles formes de représentations ou ces nouveaux imaginaires. Considérée sous cet angle, la guerre n'est plus opposable à toutes les formes d'économie ou d'intégration économique régionale, elle est opposable seulement à un certain type d'économie et à d'intégration. En effet, la guerre et la violence qui en découle s'oppose seulement, selon cette perspective analytique, à l'économie dite officielle et à l'intégration économique régionale légale. Le développement de l'économie criminelle ou de l'intégration économique régionale de type criminel n'est plus alors incompatible avec la guerre et la violence. La relation de compatibilité entre guerre et intégration économique régionale criminelle est alors évidente. Les principes sur lesquels repose la mission de la CIRGL qui trouvent leur fondement dans « une rationalité de développement économique et d'intégration régionale sur fond de légalité » se trouvent ainsi remis en cause par une autre rationalité, « celle de développement de l'économie criminelle et d'extension des réseaux mafieux » dans la région, qui s'alimentent de la guerre et de la violence.

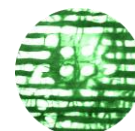


En effet, tous les rapports de l'ONU, des ONG locales et internationales de défense des Droits de l'Homme portant sur la crise de la région des Grands Lacs sont formels : il existe depuis presque deux décennies un lien très étroit entre la continuation de la guerre dans cette région et l'exploitation illégale des ressources naturelles par divers acteurs. L'activisme économico-criminel de tous ces acteurs, officiels et officieux, individuels et institutionnels, favorise la naissance d'une nouvelle économie politique qui est à la fois contre la paix et la sécurité tout en étant en parfaite harmonie avec les conflits armés et tous les types de violences armées. Cette économie politique obéit donc à des rationalités qui ne sont pas celles de la paix, mais plutôt celles de l'insécurité politique, territoriale et humaine qui la ressource. Elle constitue un obstacle à la mise en marche de tout processus d'intégration régionale, mais elle ouvre le terrain à « une intégration économique régionale de type criminel » qui profite à des élites politiques, militaires, milicières et à des sociétés multinationales.

Elle est, comme dit ci-haut, fondée sur les nouveaux imaginaires et sur les nouvelles formes de représentations sociales qui font de la violence et de la guerre tout un mode de production. Les pratiques et les actions que posent les acteurs impliqués dans l'économie de guerre sont justement modelées par ces imaginaires sociaux qui donnent à la paix et à la guerre un contenu, un sens et une signification opérationnels différents de ceux que leur donne la société civile évoluant en marge des rationalités structurées par la logique de la guerre et de la violence. Ceci étant, les notions de paix et de guerre ne sont plus perçues de la même manière par les populations civiles et par les acteurs impliqués dans les crises de la région des Grands Lacs, ces protagonistes impliqués dans la belligérance ayant réussi à attribuer à la violence une rationalité économique pratique créatrice des rentes artificielles qui confortent leurs positions à l'échelle locale, nationale et régionale.

La seconde hypothèse de cette étude est celle qui explique l'échec de l'intégration économique dans la région des grands Lacs à l'ère de la CIRGL par l'émergence des « nouvelles formes de représentations de la territorialité ». En effet, le trait le plus caractéristique des conflits armés déclenchés dans la région des Grands Lacs en 1996 et surtout à partir de 1998 jusqu'à ce jour, est leur dimension territoriale, territorialisante ou territorialisée. Il s'agit en effet des conflits de construction, d'occupation ou d'appropriation des territoires très riches en ressources naturelles. La conséquence c'est que ces territoires ainsi conquis et administrés dans la région par des acteurs évoluant en marge des circuits étatiques régionaux entrent en concurrence avec les Etats de la région, avec les intérêts économiques de celle-ci et favorisent non seulement des économies territoriales criminelles mais aussi une circulation des capitaux et des services criminels à travers plusieurs réseaux mafieux. Ils favorisent également la circulation d'acteurs versés dans l'économie criminelle.

Ces dynamiques de territorialisation créent donc des pouvoirs territoriaux locaux qui conduisent à leur tour à des replis et des éloignements territoriaux à l'intérieur des Etats et entre les Etats de la région. Elles désarticulent aussi leurs économies, les empêchant de former des pôles de développement nationaux solides capables de promouvoir à l'échelle régionale une intégration économique. Encouragées par les conflits armés, les nouvelles formes de représentations ou perceptions de la territorialité sont aussi l'œuvre des acteurs de la



mondialisation, à la lumière des sociétés multinationales qui ont occupé et administré des concessions minières et forestières qu'elles ont exploitées impunément. On est donc là au croisement des nouveaux imaginaires qui relèvent de la « dynamique territoriale de la conflictualité » et « de la dynamique territoriale de la mondialisation » comme horizon théorique explicatif de l'échec des tentatives d'intégration économique régionale lancée par la CIRGL. Comme on peut le constater, les pistes vers des futurs africains à explorer dans le répertoire de l'intégration régionale doivent aujourd'hui prendre en charge le poids de ces nouveaux imaginaires dans la faillite de la construction d'une zone économique régionale dans la région des Grands Lacs. Ayant donc mis en relief le rôle néfaste des nouvelles représentations de la paix et de la territorialité dans le processus d'intégration économique régionale, cette étude débouche sur la conviction qu'on peut imaginer un futur possible construit autour de nouveaux imaginaires et des nouvelles rationalités economico-politiques de développement qui puissent confiner la guerre dans « la zone de non-valeur » et réhabiliter la paix et le territoire dans leur noblesse politique dénaturée et détournée à des fins égoïstes.

Pour expliquer tout ceci, nous avons subdivisé ce texte en quatre points. Les deux premiers jettent les bases théoriques et conceptuelles dans lesquelles se meuvent notre exercice réflexif, le troisième décrit l'état de la région des Grands Lacs et examine l'origine et les missions de la CIRGL, le quatrième et dernier point est consacré au bilan de la CIRGL dans le domaine du développement économique et de l'intégration régionale et dans celui de la sécurité et de la paix à l'aune des données empiriques relatives à la fois aux nouvelles représentations de la paix et de la guerre dans la région et à celle des nouvelles représentations de la territorialité et des dynamiques de territorialisation. Notre réflexion se termine bien sûr par une conclusion.

I. Propos sur la nature des conflits africains post guerre froide

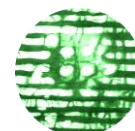
Plusieurs facteurs sont évoqués dans la littérature scientifique pour expliquer les guerres et les conflits armés et impliquent des approches pluridisciplinaires. Il existe des théories psychologiques, sociologiques, politiques, géopolitiques et économiques explicatives des conflits. En plaçant au cœur de nos analyses la problématique du rôle des représentations sociales dans la durabilité des conflits qui sévissent dans la région des Grands Lacs, nous mettons notre curseur sur la dimension psychosociologique de ces conflits, non point pour minimiser les facteurs économiques ou politiques, mais pour placer un accent particulier sur cette dimension moins documentée ou analysée dans la littérature. En outre, alors que les rapport des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en temps de guerre établissent un lien entre cette exploitation et la prolongation des conflits armés, l'analyse des dynamiques guerrières à l'œuvre dans la région montre clairement que ces motivations économiques sont liées à des nouvelles formes de représentations de la guerre, de la paix et de la territorialité. Ces nouvelles formes de représentations alimentent les actions et pratiques conflictuelles qui, à leur tour, consolident ces représentations dans un processus de va-et-vient dialectique, où les représentations ne sont pas à considérer comme des simples éléments d'une superstructure déterminés par l'infrastructure économique, selon l'approche marxiste.



En valorisant le rôle des représentations sociales dans la prolongation de la conflictualité dans la région des Grands Lacs, nous assumons le choix d'une réflexion qui essaie de relativiser le poids des facteurs et des théories économiques dans l'explication des guerres qui ne semblent pas en finir. En effet, les théories économiques des conflits sont subdivisées en trois catégories, celle dite *utilitariste*, qui raisonne en termes de rationalité économique d'agents représentatifs ; celle qui se situe dans le paradigme de l'*économie politique* ; et celle qui traite de la guerre comme d'un *risque systémique*. De manière générale, on peut supposer pour ces théories que les conflits résultent d'une rationalité économique de la part d'agents représentatifs dans un contexte institutionnel déficient. On peut mobiliser, notamment, la théorie de l'équilibre général et la théorie des contrats pour formaliser les comportements des belligérants et des gouvernements.

Il faut noter que les conflits africains sont liés à la fois à des histoires propres de constitution d'États-nations, au contexte de sous-développement, à une fragmentation de l'espace national non contrôlé par un État fort et à des modes spécifiques d'insertion des postcolonies dans l'économie mondiale, avec un poids particulier des mafias internationales, des diasporas, des conglomérats et des puissances régionales, et des jeux d'alliance ou d'allégeance (Philippe Hugon 2001). L'une des théories économiques la plus citée, mais aussi la plus critiquée, est celle développée par Paul Collier. Ce dernier définit la rébellion comme de la prédation et comme une « forme de criminalité organisée » ; et il établit une opposition radicale entre rébellion armée et protestation pacifique, opposition qui recouperait celle entre *greed* et *grievance* (avidité/doléance). Les thèses de Collier sont censées reposer sur un modèle qui se veut scientifique parce que fondé sur une analyse statistique d'indicateurs macro-économiques. De la manipulation experte de ces indicateurs, il résulterait en effet que ce sont les ressources, et au premier chef la présence de matières premières exportables, qui expliquent les rébellions armées (Collier 2000 ; 2000).

Si la thèse des motivations économiques et prédatrices des conflits est indiscutable, le modèle économique développée par Collier n'a pas résisté aux critiques, celles-ci remettent en cause le manque de rigueur de démonstrations et jugent sa démarche très réductrice. Ainsi, pour Collier, disent Marchal et Messiant, la guerre n'est donc que prédation. Elle n'apparaît de surcroît jamais dans sa durée, ses lieux, ses protagonistes et ses objectifs éventuellement changeants, elle n'est nullement considérée comme un processus complexe impliquant un système politique, une économie et une société, comme productrice de recompositions sociales, voire « ethniques » ou étatiques. Le gouvernement est toujours le représentant du peuple, toujours légitime et par essence jamais fauteur de guerre civile, il ne fait que réagir et se défendre. L'armée est, elle aussi, toujours conforme à sa définition d'armée nationale obéissant au gouvernement. Seuls sont mobilisés dans la guerre les rebelles (ces jeunes avides de pillage recrutés par de grands prédateurs) et l'État/gouvernement qui agit toujours « pour défendre les populations sans défense ». La population civile subit, paie, meurt, mais elle n'est pas partie au conflit : elle est seulement victime de la guerre et donc seulement, pour Collier, de la rébellion. Toute considération hors prédation est ainsi exclue de l'analyse de

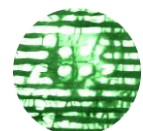


Collier. Par ailleurs dans son modèle, l'économie et le marché y sont des réalités en soi, pures de toute valeur et de toute représentation sociale, tandis que la mise en forme d'agrégats et leur computation suffisent à livrer le secret de l'économie (Marchal et Messiant 2000).

Les thèses de l'ethnicité, des ressources conflictuelles ou de cupidité ne suffisent pas à expliquer la spécificité de conflits africains, il faut les lier aux problèmes de citoyenneté qui se sont manifestés par la disparition des dispositions sociales assurées par l'État et le déclin des services publics en général, selon Olukoshi. En effet, Adebayo Olukoshi (2005) fait remarquer par ailleurs que les conflits actuels se distinguent de ceux que nous avons connus durant la guerre froide parce que ce sont, pour la plupart, des conflits nationaux et non internationaux. Nombreux sont les membres des populations civiles qui sont mobilisés pour se battre avec des armes légères. Les groupes civils armés s'attaquent aussi à des armées de métier. Les armées de métier se scindent souvent en factions, et il est de plus en plus difficile de les distinguer des insurgés locaux. Une autre particularité des conflits de l'après-guerre froide, c'est que, plus que jamais auparavant, les populations civiles sont la cible directe d'actions et de considérations stratégiques militaires, ce qui a eu pour conséquence de causer des urgences humanitaires sans précédent en Afrique. Une cinquième particularité de ces conflits est le recrutement d'enfants et de jeunes. De plus, les femmes sont plus que jamais touchées par ces conflits, victimes de viol et d'autres sévices comme des amputations, qui sont monnaie courante. Une septième caractéristique, c'est que les combattants, qu'on appelle les guérilleros, sont pour la plupart des conscrits d'origine urbaine, ce qui confère une dimension urbaine aux groupes armés. Par ailleurs, contrairement à ce qui se passait dans les années 50 et 60, les mouvements rebelles, et c'est la dernière particularité des conflits de l'après-guerre froide, n'ont à peu près aucune idéologie claire et compréhensible ni aucun programme qui les anime.

Les conflits armés qui déchirent l'Afrique des Grands Lacs, et en particulier la République Démocratique du Congo qui en est l'épicentre, obéissent bien à ces caractéristiques. Il s'y ajoute une autre, celle des conflits internes internationalisés, qu'on qualifie aussi d'agressions-rebellions. Cependant, ce qui caractérise aussi la plupart des conflits armés africains c'est leur inscription dans la durée. L'on a l'impression que ces conflits n'en finissent jamais, ou n'annoncent pas des signes convaincants et évidents de leur finitude. Cette inscription dans la durée des conflits africains est telle que depuis plus deux décennies l'actualité politique et médiatique africaine et celle de la région des Grands Lacs en particulier, est dominée par la thématique relative aux conflits armés et aux violences. Des nouvelles représentations sociales et des imaginaires sociaux naissent de cette dynamique de conflictualité et accompagnent les actions et pratiques quotidiennes de certaines catégories d'acteurs politiques, économiques, sociaux, militaires et milicières.

Toute une génération de jeunes africains nés vers les années 90 n'a connu aucun autre langage que celui de la guerre, de conflits armés, de violences et de viols. Le vocabulaire et la grammaire des conflits armés alimentent non seulement les conversations des paisibles citoyens mais aussi celles des jeunes versés dans la délinquance urbaine et la violence des rues qui ne cessent de s'approprier le répertoire guerrier pour en faire un référent dans la mise

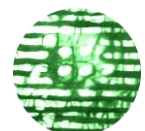


en place de la technologie de la violence et du montage de leurs agendas programmatiques violents. Ainsi voit-on émerger dans des villes comme Kinshasa des groupes des jeunes qui s'appellent Ecurie M23, ou encore des chefs de bandes qui s'appellent allègrement Nkunda Batware. Des noms des seigneurs de la guerre qui ont opéré dans la région des Grands Lacs où ils ont tué, massacré, pillé et violé. Avant la chute du mur de Berlin, et pendant la guerre froide, le langage des jeunes et de la population en général, était modelée par une culture politique certes autoritaire, mais dépouillée des pesanteurs relatives aux violences armées du type de celles décrites par Adebayo Olukoshi, alors même que ces régions africaines étaient en proie à des conflits liés à la guerre froide qui opposaient le bloc capitaliste au bloc socialiste. Cette culture politique autoritaire était secrétée par des régimes politiques tout aussi autoritaires et dictatoriaux, qui ont régné en maîtres en Afrique des Grands Lacs et centrale en particulier.

La chute du mur de Berlin, la fin de la guerre froide et les processus de démocratisation qui ont succédé à cette période, ont ouvert la voie à une situation paradoxale où la libération de la parole s'est accompagnée d'élans autochtonistes, xénophobes, ethnistes et surtout, de conflits armés durables, entraînant de ce fait l'apparition d'une culture de conflictualité. N'étant plus considérés comme des extensions extérieures d'une guerre froide occidental-occidentale, ces conflits ont très vite suscité des vifs questionnements et attiré très tôt l'attention des chercheurs notamment à cause de leur prolongation, au-delà du duopole.

Les buts de la guerre, dit Roland Marchal (2000) à ce sujet, cessent d'être clairs au-delà de la prise de contrôle ou de la conservation d'un État en déshérence. Ils semblent se recomposer à chaque péripétie, au point de donner l'impression que l'enjeu essentiel du conflit est sa continuation : une guerre, en somme, qui se construirait comme un véritable système social assurant sa propre reproduction, indépendamment des ambitions proclamées de ses acteurs. Ainsi, Alain Gascon (1990) invite-t-il, au-delà des enjeux géostratégiques du moment, à ré-enraciner les conflits dans le temps long braudélien, à étudier l'impact des constructions historiques légitimatrices sur les stratégies des acteurs, et à voir quelles sont leurs réinterprétations de l'Histoire en fonction des différents répertoires que leur histoire politique leur fournit. Le poids de l'histoire et des représentations prend alors tout son sens, selon Gascon.

Cette perspective analytique, braudélienne des longues périodes, très proche des thèses développées par Jean François Bayart (1989) pour expliquer le fonctionnement de l'Etat africain postcolonial, ne semble toujours pas convaincante, néanmoins. Déjà critiquée par Michel Foucault dans « Les mots et les Choses » (1966) et dans « L'Archéologie du savoir » (1969), comme une posture théorique ne présentant pas assez de mouvements et assez de révolutions, la thèse braudélienne n'est pas sans soulever des critiques dans les milieux scientifiques. La tendance à recourir au temps long, et en particulier à la culture africaine précoloniale pour expliquer le présent, est considérée par Jean Pierre Olivier de Sardan (2010) comme une idéologie scientifique qu'il appelle : le culturalisme traditionnaliste africaniste, CTA en sigle. Selon ce culturalisme savant, seule une analyse de la culture africaine, et de son ancrage dans le passé, pourrait permettre de comprendre les

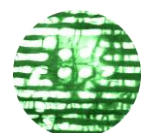


pratiques politiques en vigueur. Car c'est le passé qui fournirait le socle du répertoire moral et symbolique des représentations des dirigeants et fonctionnaires africains aujourd'hui, c'est dans le passé que s'ancreraient les systèmes de sens et les structures de référence qui seraient au principe des pratiques politiques africaines. Or, comme le dit si bien Olivier de Sardan, si l'histoire est une dimension incontournable du présent, il faut savoir que les passés incorporés dans les comportements d'aujourd'hui sont multiples, et exigent d'être situés, détaillés, argumentés.

Et pourtant, lorsqu'il est question d'Afrique, dit l'auteur, la posture culturaliste est toujours plus ou moins traditionaliste, quelles que soient les précautions rhétoriques parfois formulées ou les habits sémiologiques dont elle se revêt. Elle implique la présence presque obsédante du passé dans le présent. Ce passé reste cependant, il faut le souligner, toujours vague dans les argumentaires du CTA, il n'est nullement historiquement spécifié et analysé, on ne sait de lui que son caractère précolonial et sa rémanence. Loin d'une « histoire des mentalités », qui appliquerait à l'Afrique la solide méthodologie historique qui a fait le succès de cette école en Europe, le passé culturel de l'Afrique n'est jamais historicisé par les culturalistes. C'est un passé sans histoire, un passé indéterminé, un passé sans périodisation, « un passé essentialisé », dit l'auteur.

Évoquant la prolongation des conflits par rapport à la thèse du long temps braudélien, Salim Nasr (1990) pense que si l'Histoire est importante, il ne faut pas tomber dans une illusion étiologique expliquant les conflits par l'actualisation de potentialités latentes d'antagonismes sociaux entre communautés ou entre groupes. Il faut, selon lui, analyser le processus même du conflit, la dynamique des facteurs et des forces qui ont constitué, au bout d'un certain nombre d'années, un système de guerre qui se reproduit lui-même et qui génère sa propre sphère économique, ses propres strates sociales, une idéologie de la discorde qui justifie la continuation du conflit, et des infrastructures économiques, politiques et militaires qui maintiennent l'état de guerre.

C'est sur ce point sans doute qu'émerge une problématique commune malgré la variété des traitements, la diversité des objets, la pluralité des disciplines convoquées pour l'explication, souligne Didier Bigo. On peut, selon Bigo (1990), parler alors d'un "système de guerre" : ou d'une "société de guerre" qui émerge du conflit et qui ensuite produit les conditions de sa reproduction. Ce système de guerre a des acteurs qui lui sont propres, les acteurs militarisés qui entretiennent entre eux des liens équivoques et qui dominent les tiers du conflit, les populations civiles, les acteurs désarmés. Il génère de nouveaux fronts et frontières qui ont une double fonction, délimiter les zones de conflit (les circonscrire, les forclorre) et surtout imposer un ordre sociopolitique aux populations désarmées en les soumettant aux différents chefs de guerre. Ce système se légitime par la poursuite de la guerre mais paradoxalement, plus il se prolonge, plus les buts de guerre sont oubliés et plus une connivence objective entre les acteurs militarisés apparaît. Cela s'explique par deux traits principaux : la restructuration de l'économie productive en faveur des chefs de guerre avec la mise en place de douanes, de taxes, bref, d'un racket économique, d'une économie mafieuse autour des fronts : les chefs de



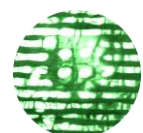
guerre s'appropriant les ressources extérieures et les redistribuant selon des schémas clientélistes.

Le deuxième trait tient à la dynamique conflictuelle elle-même. Plus le conflit se prolonge, plus, semble-t-il, il y a perte des motivations idéologiques, instrumentalisation des alliances, professionnalisation des acteurs militarisés et socialisation par la guerre (un âge plus jeune au combat, des groupes sociaux plus défavorisés...). On ne cherche plus à conquérir le territoire adverse, mais simplement à conserver sa zone et à faire quelques incursions pour piller les biens adverses, légitimant du même coup sa fonction de domination. En effet, au fur et à mesure du déroulement du processus conflictuel, il devient plus important d'obtenir l'obéissance sans faille des civils désarmés dans sa zone de contrôle que de lutter contre l'adversaire. Celle-ci n'est plus, à la limite, que la légitimation de la domination sur les tiers. On passe donc de la guerre contre l'adversaire à la complicité entre acteurs militarisés pour maintenir une guerre "homéopathique" dont la fonction principale est de légitimer la domination sur la zone de contrôle. (Didier Bigo 1990, lire aussi Olivier Roy 1990, Guy Nicolas 1990).

Ce système de guerre, tient à la fois des causes externes et internes en ce qui concerne les conflits de la région des Grands Lacs. S'il est vrai que l'explication des conflits africains n'est jamais réductible ni aux "politiques étrangères" des États, ni même à leurs géopolitiques, ou au degré de stabilité de "l'ordre international", il est cependant évident que les conflits armés qui déstabilisent la région des Grands Lacs sont alimentés d'abord par ces facteurs d'ordre extérieur, auxquels s'ajoutent bien sûr, des causes internes puissantes. A ce titre, les représentations sociales que les acteurs locaux, régionaux et internationaux se font de la guerre, de la paix et de la territorialité aujourd'hui, et c'est ça l'angle d'attaque que nous privilégions dans cette étude, expliquent le caractère durable des conflits armés qui déchirent cette partie de l'Afrique et l'échec du processus d'intégration économique régionale pilotée par la CIRGL dans la région africaine des Grands Lacs.

II. Les représentations sociales en tant que dimension pertinente d'une conflictualité durable et d'une intégration régionale en crise

En tant que dimension pertinente expliquant la permanence des conflits dans la région des Grands Lacs, les représentations sociales sont mobilisées dans cette réflexion pour alimenter les débats actuels sur la récurrence des conflits dans la région des Grands Lacs et leur impact (celui des représentations sociales) sur le processus d'intégration économique régionale. Ces représentations reposent sur des réalités indéniables, celles relatives aux conflits armés. Théoriquement, elles sont nées du concept sociologique de représentations collectives énoncé par Emile Durkheim. Cet auteur fut le premier à identifier de tels objets, comme productions mentales sociales relevant d'une étude de « l'idéation collective ». C'est donc Durkheim qui a introduit l'idée de représentation collective et assigné à la psychologie sociale, située à l'interface de la psychologie et du social, la tâche d'étudier les représentations collectives.



Moscovici (1961) en a renouvelé l'analyse, insistant sur la spécificité des phénomènes représentatifs dans les sociétés contemporaines que caractérisent l'intensité et la fluidité des échanges et communications, le développement de la science, la pluralité et la mobilité sociales. En tant que phénomènes cognitifs, ils engagent l'appartenance sociale des individus avec les implications affectives et normatives, avec les intériorisations d'expériences, de pratiques, de modèles de conduites et de pensée, socialement inculqués ou transmis par la communication sociale, qui y sont liées. De ce fait leur étude constitue une contribution décisive à l'approche de la vie mentale individuelle et collective. De ce point de vue, les représentations sociales sont abordées à la fois comme le produit et le processus d'une activité d'appropriation de la réalité extérieure à la pensée et d'élaboration psychologique et sociale de cette réalité. (Bernard Dantier 2007).

Le concept de représentations sociales permet de mieux comprendre les individus et les groupes en analysant la façon dont ils se représentent eux-mêmes, les autres et le monde. Denise Jodelet (1991) définit une représentation sociale comme « une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social [...] Ces représentations sociales (RS) en tant que systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres orientent et organisent les conduites et les communications sociales ». Catherine Garnier (2002) décline les définitions théoriques des RS en trois ordres particuliers. 1) Les représentations sont des processus sociocognitifs, présents derrière nos conduites, et à la base de nos interactions : elles sont ce qui fonde notre fonctionnement en société. 2) Elles réfèrent à la pensée des objets sociaux. 3) Il s'agit d'un système de pensée, d'une vision du monde, c'est l'épistémologie du sens commun.

Jean Guy Meunier (2002), pour sa part, classe les définitions des représentations sociales en quatre catégories. 1) La première souligne l'aspect sémiotique de la RS. Celle-ci forme en effet un système de signes, de symboles, un ensemble organisé d'opinions, d'attitudes, de croyances, d'informations. 2) La seconde catégorie insiste sur l'aspect piagétien de la théorie, selon lequel la représentation, d'un point de vue constructiviste, devient un système cognitif d'appréhension et d'adaptation au réel. 3) Un troisième trait fait de la représentation un système de traitement de l'information qui permet d'agir dans le réel. 4) Enfin, la dernière perspective notée par Meunier est herméneutique : la représentation sociale rend possible l'interprétation du monde et l'établissement du sens commun.

Jean Claude Abric (1994) définit la représentation comme une vision fonctionnelle du monde qui permet à l'individu ou au groupe de donner un sens à ses conduites et de comprendre la réalité à travers son propre système de références, donc de s'y adapter, de s'y définir une place. Selon Moscovici, une représentation sociale comporte trois dimensions: L'attitude, l'information et le champ de représentation : L'attitude exprime un positionnement, une orientation générale, positive ou négative par rapport à l'objet de la représentation, l'information renvoie à la somme et à l'organisation des connaissances sur l'objet de la représentation. Elles peuvent être plus ou moins nombreuses, variées, précises ou stéréotypées ; le contenu d'une représentation est constitué d'éléments à la fois cognitifs et

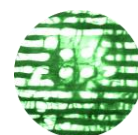


affectifs. A ce titre, Denise Jodelet rapporte qu'une représentation est toujours une représentation d'un objet ; elle a un caractère imageant et la propriété de rendre interchangeable le sensible et l'idée, le percept et le concept ; elle a un caractère symbolique et signifiant ; elle a un caractère constructif parce que toute chose est représentée, c'est-à-dire appropriée par l'individu ou le groupe, reconstruite dans son système cognitif, intégrée dans son système de valeurs dépendant de son histoire et du contexte social et idéologique qui l'environne ; enfin elle a un caractère autonome et créatif.

Les représentations sociales remplissent donc des fonctions cognitives, d'interprétation et de construction de la réalité, d'orientations de conduites et de comportements, et de justification de pratiques. La théorie du noyau central élaborée par Jean Claude Abric en 1976 estime qu'une représentation sociale s'organise autour d'un noyau central, composant fondamental qui détermine la signification et l'organisation de la représentation. Ce noyau est consensuel et collectivement partagé. Il se caractérise par une cohérence, une stabilité qui lui permet de résister aux changements. D'autres d'éléments sont dits «périphériques» parce qu'ils sont plus instables et moins prégnants dans la représentation; ces éléments s'organisent autour du noyau central.

Représenter ou se représenter correspond donc à un acte de pensée par lequel un sujet se rapporte à un objet. Celui-ci peut être aussi bien une personne, une chose, un événement matériel, psychique ou social, un phénomène naturel, une idée, une théorie, etc. ; il peut être aussi bien réel qu'imaginaire ou mythique, mais il est toujours requis. Il n'y a pas de représentation sans objet. La représentation sociale se réfère aux processus par lesquels des groupes sociaux (et les individus qui en font partie) s'adaptent au réel, ou plus exactement, adaptent le réel de façon à ce que celui-ci devienne signifiant, même si le réel peut aussi porter des événements aberrants, peu familiers. En signifiant le réel, la représentation sociale permet d'y agir. L'action prend sens dans un monde signifié par la représentation. En fait, on agit en fonction de la représentation qu'on se fait – et qu'on se partage – d'une situation. (Gabriel Lebfevre 2006). Il faut également noter que la représentation a aussi pour fonction d'accueillir le non familier en le rendant familier (Farr, 1984, p. 386), en modifiant l'étrange pour qu'il n'apparaisse plus étrange.

Dans cette étude, nous nous proposons de rendre compte de l'émergence des nouvelles formes de représentations sociales autour des notions et phénomènes de paix, de guerre et de territorialité dans la région des Grands Lacs. Nous allons montrer comment les dynamiques sociales à l'œuvre dans la région des Grands Lacs ont ouvert la voie à des formes renouvelées de représentations sociales qui justifient des pratiques et conduites naguère étranges, mais qui tendent à devenir normales ou non étranges. On verra comment ces nouvelles formes de représentations sociales font naître de nouvelles rationalités pratiques dans le chef des dirigeants politiques, des élites militaires et milicières, de certaines catégories de populations locales, des sociétés multinationales et des différents entrepreneurs politiques, rationalités qui expliquent, en grande partie, l'inscription des conflits armés de la région des Grands Lacs dans la durée et le bilan négatif de l'entreprise d'intégration économique régionale.



III. Quelques considérations générales sur la Région des Grands Lacs

III.1. La région des grands Lacs : une région en crises et en conflits armés récurrents

Selon Kankwenda Mbaya (2004), pour comprendre la dynamique des crises en Afrique Centrale et des Grands Lacs, il faut d'abord analyser les régimes politiques des pays de la région dans leur ensemble. Ces derniers sont caractérisés par des traits suivants :

- Ce sont des régimes politiques dirigés par des chefs de guerre ou des anciens chefs de guerre, et non des représentants authentiques d'une classe politique ;
- La logique de la force et du fusil prédomine par rapport à celle des programmes politiques et du vote franc et transparent ;
- Il s'agit de ce fait d'une logique de « militarisation » du politique et des modes de gouvernement ;
- Ce sont des régimes de prédatocratie qui, sur le plan interne comme sur le plan externe, tissent des alliances de pillage des ressources nationales et régionales là où c'est possible pour se donner les moyens de maintien et de conservation du pouvoir. Participer au Système International de Prédation (SIP) est en effet très bénéfique politiquement et économiquement pour ces régimes politiques ;
- De ce fait ce sont des régimes qui participent activement aux réseaux criminels commerciaux, économiques, financiers, et au trafic en tous genres, y compris le blanchiment d'argent sale ;
- Ce sont des régimes qui semblent s'accommoder de la paix des armes et des généraux de part et d'autre des frontières, et non de la paix politique des peuples et des Etats voisins.

On peut ajouter à cette analyse pertinente de la nature des régimes politiques de la région des Grands Lacs et de l'Afrique centrale, celle des différents acteurs qui ont opéré et continuent à opérer dans cette région depuis 1996 en dehors des circuits étatiques normaux mais en relation avec certains de ces régimes, peut être tous. En effet, la particularité de la région des Grands Lacs est celle de la prolifération d'acteurs impliqués dans les conflits armés qui la déchirent et dans la dynamique de pillages de ses ressources naturelles au cœur même de ces conflits armés. La logique de la paix des armes, de la guerre et du fusil, de la recherche du leadership économique ou tout simplement du bénéfice économique, tout comme celle de la participation à des réseaux criminels et de la militarisation de la région et du pillage des ressources naturelles a été également celle des différents seigneurs de la guerre ou des prétendus « gardiens de la paix », mais aussi celle des groupes armés, des milices politiques ou ethniques, des mouvements politico-militaires, des officiers militaires de la région, des sociétés multinationales étrangères, etc. Tous ces acteurs ont été et sont impliqués à des



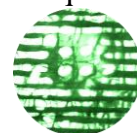
degrés divers, dans la déstabilisation de la région des Grands Lacs et dans son maintien dans la logique de la guerre devenue lucrative via les pillages des ressources naturelles.

On comprendra alors pourquoi la plupart des Accords de paix conclus entre les parties au conflit n'ont connu que des durées de vie éphémères ou précaires, et par conséquent pourquoi la logique des armes semble tout le temps l'emporter. Un dénominateur commun caractérise en effet tous ces acteurs : l'utilisation de la crise ou de la guerre comme un moyen d'enrichissement facile. C'est ce nouvel imaginaire ou cette nouvelle forme de représentation de la guerre et de la paix qui est en jeu : elle a partie liée avec la recherche du lucre. Dans le même ordre d'idées, le développement économique de la région des Grands Lacs et son intégration économique semblent constituer pour ces acteurs un obstacle à leur entreprise personnelle et égoïste. Quelques passages extraits des différents rapports de l'ONU établis en 2001, 2002, 2003, 2009, 2012 c'est-à-dire avant et après la création de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) sont clairs à ce sujet. Ils mettent en lumière la volonté des différents acteurs (Etats de la région des Grands Lacs, puissances étrangères, sociétés multinationales, groupes armés, milices, mouvements politico-militaires, etc) d'inscrire les conflits armés dans la durée et d'en tirer des ressources destinées à entretenir ces conflits. (Lire à ce sujet les Rapports des experts de l'ONU sur l'exploitation et les pillages des ressources naturelles de la RDC).

C'est donc pour sortir la région des Grands Lacs de ces crises et des conflits armés qui rétrécissent les chances de réaliser son intégration économique qu'est née la Conférence Internationale sur la Région des Grands, CIRGL en sigle. Il faut noter en passant que cette structure a été créée par la plupart des régimes des pays qui étaient et continuent d'être à la base de l'échec des efforts entrepris aujourd'hui par la CIRGL dans le registre de la sécurisation de la région des Grands Lacs et dans celui du développement économique et de l'intégration régionale. Ces pays sont donc concernés par les remarques faites par Kankwenda Mbaya au sujet des crises et conflits en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs.

2. La Conférence Internationale sur Région des Grands Lacs (CIRGL)

La Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) a été organisée suite aux nombreux conflits politiques qui ont marqué la Région des Grands Lacs. En 2000, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, à travers les résolutions 1291 et 1304, a appelé la tenue d'une Conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la Région des Grands Lacs. Au cours de la même année, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs fut établie conjointement par le Secrétariat des Nations Unies et l'Union Africaine à Nairobi (Kenya). En novembre 2004, les onze chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres (l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie) adoptèrent à l'unanimité la Déclaration sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans la Région des Grands Lacs à Dar es-Salaam (Tanzanie). La Déclaration de Dar-es-Salaam traduit la volonté politique de



s'attaquer aux causes profondes des conflits et aux obstacles au développement dans une approche régionale et innovante.

Deux ans après l'adoption de la Déclaration de Dar-es-Salaam, les chefs d'État et de Gouvernement se réunirent à Nairobi pour signer le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs. Le pacte comprend la Déclaration de Dar-es-Salaam, ainsi que les programmes d'action et les protocoles. La signature du Pacte a marqué la fin de la phase préparatoire et ouvert la voie à la mise en œuvre et la création du Secrétariat Exécutif de la CIRGL et de son siège à Bujumbura, au Burundi. Les programmes principaux de la CIRGL sont : a) Paix et Sécurité, b) Démocratie et Bonne Gouvernance, c) Développement Economique et Intégration Régionale, d) Questions Humanitaires et Sociales.

Deux programmes de la CIRGL sont retenus pour être analysés et opérationnalisés dans le cadre de cette étude. Il s'agit du programme sur le développement économique et l'intégration régionale et du programme sur la sécurité et la paix. Le Programme sur le développement économique et l'intégration régionale a pour but de :

- Promouvoir conjointement un espace économique prospère et intégré, en vue d'améliorer le niveau de vie des populations et de contribuer au développement de la Région ;
- Promouvoir la coopération et l'intégration économique à travers l'harmonisation et la coordination des politiques nationales et régionales, en collaboration avec les communautés économiques régionales compétentes, en vue d'accroître la stabilité et la compétitivité économique et de réduire la pauvreté ;
- Promouvoir le développement des infrastructures communes dans le domaine de l'énergie, des transports et des communications ;
- Promouvoir l'intégration régionale de proximité par le renforcement de la coopération et de la solidarité multisectorielle entre populations aux frontières des pays limitrophes.

Le programme sur la Sécurité et la Paix de la CIRGL vise à :

- Résoudre et prévenir les conflits armés internes et interétatiques, les activités subversives et servir de cadre juridique permettant d'éradiquer l'insécurité persistante de quelque nature qu'elle soit, régnant dans et entre les Etats membres ;
- Eliminer les menaces qui pèsent sur la paix, la sécurité, la stabilité et le développement durable dans la Région des Grands Lacs par le biais de la sécurité collective ;
- Assurer le respect de la souveraineté et de la sécurité des Etats, de l'inviolabilité de leurs frontières et de leur intégrité territoriale ;
- Sauvegarder les droits de l'homme et des peuples, l'égalité entre les sexes, l'Etat de



droit, la démocratie et le développement durable dans la Région des Grands Lacs ;

- Veiller à ce que les différends entre les Etats membres ainsi qu'entre les Etats membres et les groupes armés soient résolus pacifiquement ;
- Veiller à interdire à tout Etat membre de permettre l'utilisation de son territoire en tant que base pour l'agression ou la subversion perpétrée contre un autre Etat membre.

IV. Bilan de la CIRGL dans le domaine du développement économique et de l'intégration régionale et celui de la sécurité et de la paix dans la région des Grands Lacs

L'importance cette partie de notre réflexion est de montrer l'interaction qui existe entre l'échec des tentatives d'établissement de la sécurité et de la paix dans la région des Grands Lacs d'une part, et d'autre part, le bilan peu réjouissant de l'intégration économique régionale par la CIRGL à travers notamment une grille de lecture qui établit une interaction entre l'intégration économique régionale et les considérations d'ordre psychosociologique et économique-politique. Celles-ci sont dominées notamment par une dynamique de territorialisation économique criminelle, par des nouvelles représentations autour des notions de « paix » et de « guerre ou de conflit armé », par le poids d'une économie de guerre essentiellement bâtie ou construite sur la dynamique de pillages des ressources naturelles de la région, par la multiplicité d'acteurs et leurs logiques d'actions, par la circulation d'armes, par des logiques d'émergence ou de création des nouvelles entités politico-criminelles, par la prolifération des mouvements armés et par des accords de paix dont la durée de vie est toujours éphémère. Tous ces faits peuvent être résumés en deux idées forces qui constituent les deux hypothèses défendues dans ce papier : nouvelles représentations de paix et de guerre et nouvelles représentations de la territorialité dans la région des Grands Lacs.

IV.1. Nouvelles représentations de la Paix et de la Guerre, et intégration économique régionale

Sept ans après sa création, la CIRGL n'est parvenue ni à rétablir une paix et une sécurité durables dans la région des Grands Lacs moins encore à promouvoir le développement économique et l'intégration régionale. Malgré la mise en route en 2009 de l'Initiative Régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (l'IRRN), la région des Grands Lacs est encore en proie à des conflits de pillage des ressources naturelles comme l'attestent tous les rapports publiés après la création et le fonctionnement de la CIRGL par l'ONU et par des organismes tels que Global Witness. La première hypothèse qui explique le bilan négatif de la CIRGL est celle qui convoque dans l'analyse les nouvelles représentations sociales de la « paix » et de la « guerre » portées par les différents acteurs qui opèrent dans la région des Grands Lacs. Ces nouvelles représentations sociales sont consécutives à la permanence des conflits armés, aux dividendes politiques et économiques qu'ils procurent à ces acteurs par rapport à une paix devenue économiquement improductive.



Selon ces nouvelles représentations sociales en gestation, paix et guerre ne semblent plus être considérées comme deux réalités contradictoires qui s'excluent l'une l'autre, mais plutôt comme deux moments inclusifs. C'est en quelque sorte la ligne même de démarcation entre ces deux réalités qui est remise en cause par ces nouvelles représentations ou ces nouveaux imaginaires. Considérée sous cet angle la guerre n'est plus opposable à toutes les formes d'économie, elle est opposable seulement à un certain type d'économie : l'économie formelle ou légale. Dans le même ordre d'idées, le développement de l'économie criminelle ou de l'intégration économique régionale de type criminelle n'est pas incompatible avec les conflits armés. La relation de compatibilité entre guerre et économie criminelle est donc de ce fait évidente. L'économie criminelle ou l'économie du pillage des ressources naturelles s'accommode donc bien avec la guerre et la violence, et la paix apparaît dans cette perspective comme un obstacle au développement de cette économie. A ce titre, si l'intégration économique régionale légale se trouve aujourd'hui en panne du fait de l'absence de paix et de sécurité dans la région des Grands Lacs, l'intégration économique criminelle n'a pas besoin de cette paix pour se réaliser : elle prolifère bien en temps de conflit armé et se nourrit de toutes sortes de déstabilisations et de « désordres » politiques.

Une des dimensions insoupçonnées qui conditionne la réussite du processus de développement économique et d'intégration régionale dans la région des Grands Lacs est donc celle relative à ces nouvelles formes de représentations sociales de la paix et de la guerre, et aux pratiques sociales qui en découlent. Les mutations sociales en cours dans la région des Grands Lacs mettent en lumière la nécessité de prendre en charge des cadres d'expérience quotidienne des acteurs engagés dans la crise de la région dans la mesure où ces cadres constituent des sites d'élaboration des nouvelles représentations de la guerre et de la paix envisagées dans leur interaction agissante avec le processus d'intégration économique régionale. Ces cadres d'expérience constituent également des sites d'élaboration de nouvelles représentations de la territorialité dans la région ; et il importe également de les mettre en perspective avec la nouvelle dynamique d'intégration régionale déclenchée par la CIRGL pour en saisir les ressorts.

La CIRGL ne peut donc atteindre les objectifs d'intégration régionale et de sécurisation de la région qu'elle s'est fixés que si elle arrive à comprendre les logiques et les représentations sociales qui structurent les actions et les pratiques des acteurs évoluant dans cette partie du continent. Ces nouvelles formes de représentations concernent la perception que ces acteurs se font de la paix, de la guerre et de la territorialité. Elles expliquent la persistance de la conflictualité armée (devenue lucrative) et l'émergence d'une économie criminelle qui s'alimente des conflits armés. Face à la faillite de l'Etat congolais (qui doit jouer un rôle central dans le processus d'intégration régionale) et à la consolidation des régimes de prédation dans la région, la CIRGL doit travailler à la compréhension de ces nouvelles formes de représentations sociales qui donnent également lieu à des pratiques de création des territoires locaux pourvus, en temps de guerre, des pouvoirs économiques et politiques non négligeables. Ces territoires locaux sont des véritables sites de production d'économies criminelles tout aussi territorialisées soutenues par des Etats membres de la CIRGL et par divers acteurs.

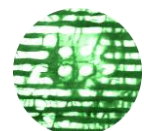


L'analyse des données politiques et économiques de la période qui va surtout de 1998 à 2003 est formelle à ce sujet.

En même temps, ces économies criminelles territorialisées opèrent en réseaux et entrent en concurrence avec les objectifs même d'intégration et de développement régional fixés par la CIRGL. Il faut également noter que toutes ces nouvelles formes de représentations de la paix, de la guerre et de la territorialité sont aussi liées à des nouvelles rationalités économiques qui ne peuvent pas favoriser la mise en œuvre d'un processus d'intégration économique régionale sur des bases économiques, sociales et politiques solides. Ceci étant l'échec de cette intégration régionale est donc d'abord lié aux nouvelles formes de représentations sociales asymétriques qui naissent autour des dynamiques politiques, économiques, militaires ou milicières qui accompagnent le processus d'intégration lui-même. Les contextes dans lesquels se déploient les acteurs et les différentes mutations sociales montrent bien que ces représentations sociales se composent, se décomposent et se recomposent sans cesse. A ce titre, les fondements légaux sur lesquels repose la mission de la CIRGL trop ancrée dans « une rationalité de développement économique et d'intégration régionale sur fond de légalité » se trouvent remis en cause par une autre rationalité, « celle du développement de l'économie criminelle et d'intégration régionale criminelle » dans la région, qui se nourrit autant des données de la guerre que celles de la violence et de l'insécurité.

Ces nouvelles rationalités et représentations sociales expliquent les « différentes guerres » menées contre la paix dans cette région. Elles permettent également de comprendre les différentes initiatives prises en faveur de la paix de la guerre ou des conflits armés (dans la mesure où le désir principal de la plupart des acteurs impliqués dans ces conflits est de les voir s'inscrire dans la durée parce qu'il s'agit des conflits lucratifs). Et à cause de cela, les initiatives et les actions réelles des belligérants ont tendance à promouvoir la paix de la guerre, et c'est la raison pour laquelle la plupart des accords de paix signés ont été plusieurs fois violés. Faire la guerre à la paix et laisser la guerre dans la paix au lieu de la combattre, telles sont les deux préoccupations essentielles qui dessinent le travail que sont censés réaliser tous les acteurs qui contrôlent l'économie de la prédation. Deux idées forces émergent de cette première hypothèse de notre étude. Il s'agit de celle relative aux nouvelles représentations de la paix et de guerre et celle ayant trait au fonctionnement des économies criminelles basées sur les pillages des ressources naturelles de la région qui, elles-mêmes, prolifèrent en temps de guerre qu'en période de paix. Ces deux idées trouvent leur fondement dans des données empiriques.

Tous les rapports publiés par l'ONU et par des ONG locales et internationales de défense des Droits de l'Homme et plusieurs études commanditées par des centres de recherche africains, européens ou américains concernant la crise de la région des Grands Lacs sont formels : il existe depuis plusieurs années un lien très étroit entre la continuation de la guerre dans cette région et l'exploitation illégale des ressources naturelles par divers acteurs. Alors qu'au début la tendance était à l'assimilation de ce phénomène à une activité criminelle temporaire devant prendre fin dans un temps relativement court, les dynamiques sociales à l'œuvre ont montré qu'il s'agissait d'une réalité basée sur un type de rationalité politique et économique d'une



envergure inattendue. En effet, lorsque les premiers rapports de l'ONU ont fait état d'exploitation illégale des ressources naturelles de la région des Grands Lacs, la plupart d'observateurs avaient perçu ces événements comme rentrant dans la logique classique de tous les conflits armés. En effet, la guerre a toujours été un moment où certains acteurs se saisissent de la confusion qui en découle pour violer, piller, et parfois détruire. Selon cette façon de voir les choses, une fois que la guerre s'arrête, la normalité est censée s'installer ou se réinstaller : une normalité à la fois politique, économique, sécuritaire et sociale. Mais la dynamique des événements dans cette région invite à une autre perspective d'analyse.

D'abord, la guerre s'est inscrite dans la durée, elle s'est révélée être une guerre lucrative et non un conflit armé justifié seulement par des nécessités sécuritaires ou identitaires. On a vu émerger dans la région des Grands Lacs et au cœur même des théâtres d'opération des acteurs locaux, régionaux et internationaux exploitant des ressources minières, forestières ou pétrolières pendant la guerre, les commercialisant, les exportant, et donc des acteurs « faisant des affaires » et à la limite, « investissant » dans les affaires. Il est donc apparu clairement que la guerre n'est plus une entrave à des entreprises économiques basées sur un nouveau type d'entrepreneuriat dans lequel sont impliqués non seulement des acteurs évoluant hors des circuits étatiques de la région, mais aussi ceux qui occupent des postes gouvernementaux officiels, c'est-à-dire des postes politiques et militaires aussi bien en République Démocratique du Congo, qu'en Ouganda, au Rwanda et au Burundi.

Il s'agit là des quatre pays concernés par la crise et qui sont à la base de la mise en route de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs. A ces acteurs s'ajoutent des milices privées ou publiques entretenues par les gouvernements de ces pays ou par certains politiciens, les divers groupes armés évoluant dans la région et les sociétés minières et forestières étrangères, tous opérant dans la guerre. Celle-ci sert non seulement à faire la politique, mais à faire aussi l'économie et les économies. En effet, il existe un lien entre une certaine économie, un certain type d'investissements productifs, une certaine circulation des capitaux et des personnes dans la région, une certaine exploitation de la main d'œuvre de la région et la dynamique de la guerre.

Pour être encore explicite, une certaine économie politique s'est mise en place et est en train de se consolider dans la région. Il s'agit d'une économie criminelle ou d'une économie politique de pillage des ressources naturelles. De manière générale, on sait que le champ de l'économie politique est défini par les relations qu'entretiennent les agents économiques entre eux dans leurs activités de production, d'échange et de consommation de biens et de services de nature matérielle. Son ontologie est caractérisée par la recherche d'une coordination des activités des agents, fondées sur une rationalité particulièrement forte, par l'intermédiaire d'institutions dont le prototype est le marché (Bernard Walliser 2001). Considérée sous cet angle, l'économie politique criminelle ou l'économie politique de pillage des ressources naturelles existe bel et bien dans la région. Cette économie obéit, mais à l'envers, aux idées ci-dessus émises par Bernard Walliser. Il ne s'agit pas de n'importe quelle économie criminelle, mais d'une économie criminelle de guerre c'est-à-dire d'une économie criminelle qui se ressource à une dynamique de conflictualité. C'est donc une économie qui

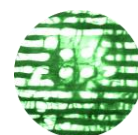


s'accommode des conflits armés, qui se sert d'une conflictualité devenue lucrative pour prospérer et se consolider.

Il s'agit aussi d'une économie qui s'accommode de tous les types de violence qui vont des simples violations des droits de l'Homme à des crimes contre l'humanité. Bref, l'économie dont question dans cette étude, est celle qui est liée à des nouvelles formes de représentations de la paix et de la guerre dont nous avons parlées ci-haut. En effet, l'économie criminelle a toujours existé dans la région, mais celle qui émerge maintenant est une économie criminelle de conflictualité et de conflictualisation, qui mobilise des acteurs locaux, des Etats de la région, des régimes politiques, des entreprises minières, des mouvements armés, des Etats d'autres régions, des hommes politiques, des officiers militaires, des milices ethniques armées, des anciens génocidaires, des compagnies aériennes, et même quelques populations. Tous ces acteurs opérant sous un même label : la guerre et la violence. Elle ne connaît pas de frontières entre la paix et la guerre, elle obéit à des rationalités qui ne sont pas celles de la paix, mais celles de l'insécurité politique, territoriale et humaine qui la ressource. Elle est entretenue par ceux-là même qui prétendent œuvrer au sein de la CIRGL pour la réussite de l'intégration économique régionale. Elle est donc un obstacle à la mise en marche de cette intégration ; par contre elle favorise l'émergence d'un autre type d'intégration économique : l'intégration économique criminelle régionale. A ce titre, si l'intégration économique officielle ou formelle est en panne dans la région des Grands Lacs et en Afrique centrale en général, l'intégration économique criminelle basée sur les conflits armés lucratifs a toutes les chances de prospérer parce qu'elle est entretenue par plusieurs acteurs, visibles et invisibles.

Comme souligné dans les paragraphes précédents, pour comprendre les tenants et les aboutissants de cette économie criminelle de conflictualité lucrative, il faut interroger à la fois les nouvelles représentations sociales autour des notions de paix et de conflit armé dans la région des Grands Lacs ainsi que les nouvelles rationalités économiques y relatives. Mais il faut également interroger les pratiques sociales qui en découlent et les sens que les acteurs donnent à leurs pratiques, à leurs actions. Par ailleurs, pour comprendre ces nouvelles formes de représentations sociales, il ne faut pas se contenter de saisir des opinions superficielles à un moment donné, il faut s'interroger sur la manière dont ces représentations s'élaborent dans l'expérience concrète des citoyens qui se déploie dans un contexte socioculturel et historique particulier. La problématique consiste alors à s'interroger non sur des opinions stéréotypées à un moment donné mais sur la manière dont les représentations sont effectivement construites en lien avec l'expérience personnelle qui est aussi une expérience sociale, dans un contexte particulier (Raymond Quivy et Luc Van Campenhoudt 2006).

A ce propos, le contexte historique d'où émergent ces nouvelles formes de représentations de paix et de guerre est important à décrire. La région des Grands Lacs a commencé à enregistrer le cycle de conflits lucratifs lors du déclenchement en 1996 de la guerre dite de libération dont le point de chute a été la prise du pouvoir par Laurent Désiré Kabila qui a forcé le Maréchal-Président Mobutu à l'exil. Déjà à cette époque, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo) et les sociétés multinationales occidentales étaient impliqués dans les pillages des ressources naturelles de la



région des Grands Lacs pendant la guerre. Ces crimes économiques sont restés impunis alors qu'ils avaient été signalés et dénoncés. Ils étaient accompagnés de massacres des populations civiles dans la région, et ont contribué à l'enrichissement facile et illégal des acteurs qui y étaient impliqués. Les mêmes actes de pillages seront perpétrés lors du deuxième conflit armé qui a entraîné dans la belligérance près de 9 pays africains et contribué à l'insécurité de nombreux autres pays. Devant la gravité de ces pillages, l'ONU va finalement diligenter des enquêtes qui seront réalisées par un groupe d'experts dont les rapports vont démontrer l'existence d'une large dynamique d'exploitations illégales et de pillages des ressources naturelles de la RDC (et donc du pays qui constitue le moteur même de la région des Grands Lacs et de l'Afrique centrale par rapport à ses potentialités économiques et minières) perpétrés par les armées des pays cités ci-haut, mais aussi par les hommes politiques de la RDC, du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi, par diverses milices et groupes armés et par des sociétés multinationales.

Malgré la dénonciation de tous ces acteurs par les rapports de l'ONU consacrés aux pillages des ressources naturelles de la RDC, la communauté internationale, (et en particulier son expression institutionnelle, l'ONU) a fait montre d'une passivité incroyable qui a été exploitée par ces pilliers pour continuer à faire main basse sur les ressources de la région. Les rapports successifs de l'ONU portant sur les pillages de ces ressources naturelles ont fini par démontrer qu'au fil de temps, bénéficiant d'un contexte régional favorable bien qu'en proie à une dynamique de conflictualité armée, plusieurs acteurs ont rejoint le groupe de ceux qui avaient débuté et initié cette exploitation illégale restée impunie. Ensemble, et avec la complicité tacite de la communauté internationale et encouragés par la faillite de l'Etat congolais devenu fragile et donc incapable d'assumer ses missions régaliennes (le contrôle du territoire et de ses frontières et celui de la population notamment, tout comme la constitution d'une armée efficace et des services de sécurité opérationnels), tous ces acteurs ont conçu des stratégies de consolidation de leurs activités criminelles. Ils ont surtout fini par mettre en place un lien entre la continuation de la guerre et l'exploitation illégale des ressources naturelles de la région, tout en créant en même temps des filières frauduleuses de production, de commercialisation et d'exportations des ressources minières et forestières ainsi pillées. Produits dans des périmètres en guerre, les produits tels que le diamant, le coltan, l'or, etc. (qualifiés d'ailleurs des produits miniers du sang) se retrouveront finalement sur les mêmes marchés mondiaux, en Asie et en Europe notamment.

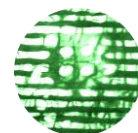
Voilà comment va naître toute une économie criminelle des pillages et de vente des produits miniers et forestiers qui se ressource à la dynamique des conflits armés et qui « combat » la paix, une paix considérée comme un obstacle au développement non seulement de cette économie, mais un obstacle à son extension dans la région des Grands Lacs. C'est de cette expérience de pillages des ressources naturelles faite par ces acteurs dans un climat d'impunité pendant plusieurs années dans une région où les alliances entre acteurs se font et se défont par rapport aux enjeux essentiellement économiques, que vont émerger des nouvelles représentations sociales relatives à la paix et à la guerre, ainsi que toute une culture d'entrepreneuriat politico-militaire et politico-milicière, avec pour toile de fond une



technologie de la violence destinée à favoriser l'extraction des ressources et leur commercialisation. Désormais, les notions de paix et de guerre ne seront plus perçues de la même manière par les populations civiles et par les acteurs impliqués dans les crises de la région des Grands Lacs, crises devenues pour ces derniers une source de consolidation d'une économie criminelle. L'échec de la plupart des négociations de paix, la permanence de l'instabilité politique, le vacillement des accords de coopération régionale dans cette région et l'échec même de l'intégration économique régionale ne se comprennent mieux aujourd'hui que par rapport à ces nouvelles formes de représentations sociales qui véhiculent aujourd'hui un savoir commun partagé par un certain nombre d'acteurs qui ont fait l'expérience de la paix et de la guerre.

Si donc la guerre était l'absence de paix et donc une antithèse à toute activité économique et commerciale productive il y a quelques années, aujourd'hui c'est la paix qui est en passe de devenir l'ennemie numéro 1 de toute activité productive menant à des raccourcis faciles d'enrichissement illégal. Or, les régimes de la région des Grands Lacs étant des régimes prédatocratiques ancrés dans la logique de la guerre, il va de soi que l'économie criminelle ait le vent en poupe au détriment de toute initiative d'intégration économique régionale. La prime accordée à la plupart des seigneurs de guerre qui, du jour au lendemain, ont été invités à participer à des « négociations de paix » et ont fini par occuper des postes de responsabilité politique après le partage du pouvoir, a légitimé l'importance de la guerre et de la violence comme moyens d'ascension et de mobilité sociales. La plupart des jeunes congolais et ceux de la région des Grands Lacs qui ont tué, massacré et violé se sont vus du coup exemptés de tous ces crimes graves et roulent carrosse, rares sont ceux qui ont été punis pour des crimes commis. Aujourd'hui, il est de plus en plus fréquent d'entendre dans les rues de Kinshasa des jeunes déclarer qu'ils sont prêts à faire la guerre pour devenir plus tard ministres ou « commandants », allusion faite à ceux qui ont suivi cette trajectoire avant eux et qui ont « réussi ».

Ces nouvelles représentations des conflits armés considérés comme des voies d'accès aux pillages des ressources matérielles et aux ressources politiques, il n'y a pas que les jeunes qui se l'approprient d'ailleurs. Certaines populations locales vivant dans des périmètres de conflits et qui ont accès à des minerais via leur participation à des violences, en ont fait également leur référent dans leurs conduites et projets. Dans le même ordre d'idées, les sociétés multinationales minières et forestières occidentales ont pris l'habitude de financer simultanément les gouvernements rebelles et les gouvernements dits légaux, donc à exploiter de la même manière la paix et la guerre. Ces firmes cherchent à diversifier les risques, et affectent une certaine probabilité subjective au maintien en place du gouvernement et des rebelles. Cette probabilité dépend en partie du financement des firmes aux gouvernements et aux rebelles. On suppose que le gain sera maximum si les gouvernements restent en place et si les firmes ne financent que les gouvernements. Il sera, en revanche, nul si les firmes n'ont pas financé les rebelles et que ceux-ci renversent les gouvernements. La solution de gains intermédiaire consiste, pour ces firmes, à financer à la fois les gouvernements et les rebelles, maintenant ainsi leur position dans les deux cas (Philippe Hugon 2001). On est là dans une



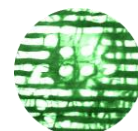
posture opportuniste qui, une de fois, montre à quel point paix et guerre sont utilisées comme deux ressources à valeur égale, une posture qui traduit les mutations intervenues dans les représentations sociales que ces sociétés multinationales se font également de la guerre (de la violence aussi) et de la paix.

Il faut également noter que la guerre et la violence sont aussi mises à contribution par la plupart des dirigeants et régimes de la région des Grands Lacs pour justifier leur maintien au pouvoir. Lorsque la paix devient un obstacle à la confiscation du pouvoir par la force, c'est la guerre et l'insécurité qui alors s'affichent comme les solutions les plus adéquates. Il faut alors fomenter des troubles pour justifier l'impossibilité d'organiser par exemple des élections dont on sait à l'avance qu'elles seront remportées par l'opposition. La guerre pour beaucoup d'acteurs politiques, n'est plus toujours un problème, un vice, un mal ou un fléau, et la paix n'est toujours plus la solution aux problèmes. Les frontières entre les deux sont devenues tout simplement poreuses. La plupart des fonctionnaires (les personnels civils et militaires) étrangers qui travaillent dans des structures onusiennes, et notamment les missions d'observations de l'ONU en RDC, en Somalie, en Cote d'Ivoire, etc ne sont pas non plus épargnés par toutes ces représentations sociales en formation. Évidemment les discours officiels sont toujours policés et orientés vers la recherche de la paix, mais les imaginaires sociaux et les pratiques montrent le contraire et traduisent, en filigrane, les non-dits de ces discours officiels.

IV.2. Les nouvelles représentations de la territorialité et l'intégration régionale en Afrique des Grands Lacs

La seconde hypothèse de cette étude est celle qui explique l'échec de l'intégration économique dans la région des grands Lacs à l'ère de la CIRGL par l'émergence des « nouvelles représentations de la territorialité » dans cette partie du continent. En effet, le trait le plus caractéristique des conflits armés déclenchés dans la région des Grands Lacs en 1996 et surtout à partir de 1998 jusqu'à ce jour, est leur dimension territoriale, territorialisante ou territorialisée. Il s'agit en effet des conflits de construction, d'occupation ou d'appropriation des territoires très riches en ressources naturelles. Si une attention soutenue a été accordée à la dimension relative à l'exploitation des ressources naturelles pendant la guerre dans la région des Grands Lacs, très peu d'écrits se sont intéressés à la dimension territoriale de cette dynamique de conflictualité, et en particulier à celle relative à la place que les conflits armés ont occupé et occupent dans la construction et la gouvernance des territoires.

En outre, rares sont les études qui questionnent les nouvelles formes de territorialités qui naissent de ce contexte de guerre, ainsi que les nouvelles formes de représentations sociales liées aux territoires conflictualisés. En d'autres termes, l'interaction « Conflits armés, territoires et territorialités » n'a pas encore bénéficié d'une exploration scientifique suffisante dans les écrits de la plupart des chercheurs qui travaillent sur la région des Grands Lacs, surtout de la part des spécialistes en sciences politiques. Les recherches se trouvent encore à



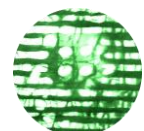
un niveau embryonnaire dans ce domaine. De manière générale, comme l'affirme le LASDEL, les sciences sociales se sont peu intéressées à la dimension territoriale dans les politiques publiques et les projets de développement en Afrique. La question est restée une affaire des géographes, des économistes et des aménageurs. Ce sont les études sur la décentralisation et le développement local qui permettent de découvrir l'intérêt de cette problématique pour la sociologie et l'anthropologie.

Et pourtant la question territoriale a joué un rôle très important dans l'histoire politique post-indépendante et récente de la RDC, et de la région des Grands Lacs. En effet, depuis 1960 jusqu'à ce jour, l'histoire politique de cette région est celle des différentes fragmentations et des frémissements territoriaux qui ont chaque fois laissé cet espace exsangue et entraîné des recompositions territoriales. Utilisé comme une catégorie analytique des dynamiques de conflits armés auxquels la RDC est confrontée depuis 1996, le territoire offre un potentiel explicatif intéressant pour comprendre les enjeux de ces conflits armés et ceux des nouvelles formes de représentations sociales liées à l'accès et la gouvernance des territoires.

Il faut rappeler d'abord que la prise du pouvoir en 1997 par Laurent Désiré Kabila a consacré le renouvellement d'une partie importante de la classe politique congolaise. L'Accord de paix signé en Afrique du Sud consacrant en 2002 la fin formelle (et non sociologique) de la deuxième guerre déclenchée en 1998 a eu pour conséquences, entre autres, de faire converger vers l'espace politique national plusieurs acteurs politiques issus d'horizons géographiques, partisans et linguistiques différents, accentuant de ce fait la tendance au renouvellement de la classe politique congolaise initiée en 1997.

Si tout le monde s'est accordé pour reconnaître le rôle joué par les conflits armés dans ce processus de renouvellement de la classe politique, on n'a pas remarqué très vite que c'est le territoire, via les conflits armés, qui a joué un rôle important dans la dynamique de ce renouvellement, après avoir joué un autre dans les pillages des ressources naturelles. Ce sont en effet les seigneurs de la guerre et leurs acolytes qui avaient occupé des territoires dont ils ont pillé les ressources entre 1998 et 2002, qui ont participé aux négociations dites de paix et qui se sont retrouvés dans la haute sphère de l'Etat après ces négociations. Se situant donc à l'interface entre l'occupation (et le pillage des ressources naturelles) et l'accès à des hautes fonctions gouvernementales, le territoire, mieux l'accès aux territoires locaux par le recours aux armes, s'est imposé comme le créneau politique le plus efficace pour l'enrichissement illicite et l'ascension sociopolitique pour des milliers d'acteurs qui se retrouvent aujourd'hui dans les couloirs du pouvoir à Kinshasa.

Alors que la mobilité sociale passe habituellement par l'école ou par d'autres canaux, l'on s'est trouvé et l'on se trouve aujourd'hui en Afrique des Grands Lacs dans une situation où la promotion sociale, pour des milliers des jeunes et d'acteurs divers, passe désormais par le territoire en conflit, ou le territoire conflictualisé comme nous l'appelons ici. L'accès au territoire local par la guerre permet à ces acteurs d'intégrer le territoire politique à l'échelon national en revêtant des nouveaux habits politiques dépouillés des crimes et autres violations



des droits de l'homme graves que ces criminels ont commis dans les espaces territoriaux qu'ils ont eu à gérer pendant la guerre.

La formule politique la plus utilisée consiste alors à diriger des mouvements dits politico-militaires, qui sont en réalité des structures d'agressions créées par le Rwanda ou l'Ouganda. Ensuite ces structures sont remises aux Congolais qui les mettent alors à contribution pour occuper des territoires locaux riches en ressources naturelles. Cette occupation suivie d'une exploitation illégale des ressources naturelles procure aux seigneurs de la guerre des ressources financières et matérielles dans un premier temps. Plus tard, le statut de rebelles, donc en réalité, de criminels, octroie à ceux qui le portent, des prérogatives politiques que n'auront pas ceux qui évoluent dans l'opposition dite non armée, c'est-à-dire « l'opposition non territoriale » parce que celui qui dirige une portion du territoire et qui fait la guerre inspire le respect que des milliers de citoyens qui ne sont pas des va-t-en guerre. L'accès aux charges politiques par la plupart d'anciens seigneurs de la guerre passe inexorablement alors par la transformation des mouvements dits politico-militaires en partis politiques d'origine belligène et crisogène. On passe donc du pouvoir dit rebelle au pouvoir partisan et finalement au pouvoir d'Etat. Dans ce processus ambigu, on voit en filigrane l'apport du territoire dans la formation d'une élite politico-militaire qui se transforme plus tard en hommes d'Etat. Et l'adoption des lois sur l'amnistie consacre finalement la fin de ce processus qui se termine par une espèce de non lieu pour ces criminels.

On voit là émerger toute la problématique des enjeux du nouveau rapport au territoire local et des territorialités qui en découlent. La faillite de l'Etat congolais devenu incapable d'assurer le contrôle de son territoire national a ouvert le terrain à des pratiques de construction et donc d'appropriation des territoires qui ont atteint leur paroxysme avec les conflits armés à dimension territoriale. Il faut à cet effet noter que le territoire est une construction sociopolitique et non une structure déjà achevée. Les groupes et les individus participent au processus de construction du territoire, et les guerres constituent des moyens de construction et d'appropriation des territoires. C'est pour cette raison que le territoire se donne à voir aussi comme une catégorie d'analyse des réalités sociales parce qu'il est de ce fait un croisement de mobiles. Il se définit essentiellement par l'ensemble des mouvements qui s'y déploient. À ce titre, il est un ensemble de possibilités que bloquent ou actualisent constamment des acteurs historiquement situés (Lefebvre, 1974).

Le territoire est un produit social composé d'une dimension matérielle et d'une dimension symbolique (Raffestin 1980, Le Berre 1992). Doté de ressources propres, il est aussi le témoin du temps passé et du travail de la société sur elle-même et sur son milieu, autant d'éléments qui peuvent être des atouts ou des obstacles, en fonction des projets de la société qui y vit à un moment donné. Support et composante identitaire, il est aussi espace et support de représentation. Le territoire vécu incarne les projets de société de ses acteurs et leur donne sens. La formule de la définition de la production du territoire que donne Raffestin se présente de la manière suivante : « $[A \text{ r } E] = T$ », dans laquelle le territoire est le produit, à un moment donné, de la conjonction des acteurs de ce territoire (A), du système d'actions (r) et de la base biophysique, support et cadre de vie (E). Pour Raffestin, qui situe les acteurs dans



une problématique relationnelle en lien avec le pouvoir, la composante « A » inclut tacitement la dimension des représentations sociales.

Nous accordons notre préférence à la formule que propose Sabine Jacquet (2013) dans laquelle les représentations sociales (RS) ne sont pas une dimension tacite ou implicite de la production du territoire, mais plutôt une dimension explicite. Ainsi, $ARS \cap E = T$. Dans cette formule les représentations sociales des acteurs sont considérées comme une dimension constitutive essentielle de la création du territoire. Chaque territoire est doté de ressources naturelles propres et reçoit en héritage les témoins des occupations passées du territoire (infrastructures de transports, répartition de population, activités économiques, décharge industrielle, trace de dinosaures, barrages, etc.). La société qui y vit organise et aménage son territoire de sorte à satisfaire ses besoins (travailler, habiter, se déplacer, se former, etc.) compte tenu des contraintes naturelles. L'espace physique est également support de représentations et de symboles. La dimension symbolique est ce qui donne sens à l'existence des acteurs du territoire ; elle se compose des aspects identitaires et des représentations collectives qui constituent les éléments clé du changement et sont de nature à influencer les dynamiques collectives. (Sabine Jacquet 2013).

Quant à la territorialité, on peut la définir comme le rapport au territoire ; Raffestin (1982) l'a définie comme la structure latente de la quotidienneté, la structure relationnelle, pas ou peu perçue, de la quotidienneté. Plus récemment, il a précisé que selon lui la territorialité est l'ensemble des relations qu'une société entretient non seulement avec elle-même, mais encore avec l'extériorité et l'altérité, compte tenu des ressources du système (Raffestin 1997). Selon Martin Vanier (2009), le territoire serait lié à de la temporalité activée, avec le cortège des questions sur les actions, les pratiques, les mobiles, les intentions, les ressorts, les genèses, les histoires particulières et les attendus cognitifs qui accompagnent la construction et/ou la production des territoires. Et le territoire renverrait également à la territorialisation, en tant qu'ensemble de processus engagés par les systèmes d'acteurs et/ou d'agents, par les organisations sociales et politiques, par les dispositifs et procédures ad hoc, par les rapports de force et les mises en tension, par des déterminants économiques et structurels, par des configurations génériques existantes et/ou des configurations particulières émergentes, permettant de faire advenir le territoire, le faire exister, se maintenir et parfois de devenir opératoire.

Ces précisions théoriques montrent le rôle que les hommes jouent dans la construction des territoires en tant qu'acteurs majeurs. Dans cette dynamique de construction, déconstruction et reconstruction des territoires, les hommes ont recours à plusieurs actions, celles-ci peuvent être pacifiques ou belliqueuses, selon les circonstances. Il s'avère que dans la région des Grands Lacs certains acteurs ont vu dans les guerres et les conflits armés des instruments de construction des territoires locaux qu'ils pouvaient affecter à des usages lucratifs pour des intérêts égoïstes. Ainsi, des nouvelles formes de territorialités, c'est-à-dire des rapport aux territoires, ont vu le jour dans cette région, donnant cours à l'émergence de nouvelles formes de représentations du territoire, elles-mêmes se ressourçant à des nouvelles formes de représentations de la paix et de la guerre dont nous avons parlées dans le point précédent. Ces

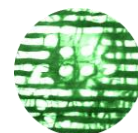


nouvelles territorialités sont l'expression la plus éloquente des nouveaux rapports que certains Africains des Grands Lacs entretiennent aujourd'hui avec leurs territoires. Elles traduisent les nouvelles pensées de l'espace et du territoire qui sont en cours de formation dans cet espace géographique du continent, et qui demeurent largement structurées ou modelées par l'esprit de prédation.

L'inscription de la guerre dans la durée et les dividendes qui en découlent ont largement bousculé la nature des rapports que certains acteurs locaux, régionaux et internationaux avaient du territoire, surtout local. Ce dernier n'est plus considéré comme le lieu de l'exercice de l'autorité centrale qui, par des aménagements politico-administratifs divers, aurait le monopole de l'administrer tout seul. Le territoire local est devenu une source d'enrichissement, et un lieu de manœuvres des divers acteurs. Par ailleurs, le territoire local a été valorisé par rapport au territoire national représenté par Kinshasa ; cette valeur politique retrouvée par le territoire local étant du au fait que ce sont des territoires locaux régionaux qui sont riches en ressources minières par rapport à la capitale qui est une ville administrative, commerciale, politique et fiscale. Dès lors, être gestionnaire d'un territoire local en période de guerre où l'on échappe à tout contrôle des Etats de la région, c'est en quelque sorte être un petit chef d'Etat. C'est pourquoi tous les acteurs impliqués dans les conflits armés (RCD, MLC, CNDP, M23, différentes milices, sociétés multinationales étrangères, etc) se positionnent toujours, soit autour des concessions minières et forestières qu'ils exploitent impunément, soit alors ils occupent des vastes étendues des territoires très riches qu'ils administrent en obéissant qu'à leur propre autorité.

Par ailleurs, l'activisme politico-commercial des sociétés multinationales étrangères dans la région des Grands Lacs et leur implication dans le processus d'appropriation des territoires, renvoient à la question des enjeux de la mondialisation et de l'emprise autoritaire qu'exercent les globaliseurs dans les espaces territoriaux locaux en guerre. Ainsi, pour mieux comprendre les enjeux liés à la territorialisation en Afrique des Grands Lacs, il faut s'intéresser à l'interaction entre les dynamiques de la localité et celle de la mondialité dans cette région, plus explicitement, il faut lier la question de la « dynamique territoriale de la conflictualité », c'est-à-dire celle de l'occupation, de l'appropriation et de la construction des territoires via les conflits armés et des représentations qui en découlent, à celle de la « dynamique territoriale de la mondialisation ». (Lire Tshibwabwa Jacques 2010 ; Tshibwabwa 2011).

Le « local conflictualisé » ou le « territoire local en période de conflit » doit être analysé aussi par rapport à la dynamique de la mondialisation qui le travaille du dehors/dedans. C'est donc un local à la fois modelé par les conflits armés, c'est-à-dire par les faits de structures et les logiques des acteurs criminels qui administrent des espaces très riches pendant la guerre d'une part, d'autre part, c'est un local structuré par la logique des acteurs néolibéraux de la mondialisation. (Voir Tshibwabwa Jacques, Revue internationale des sciences administratives, Vol. 74, N°2, 2007 et 2008 pour la traduction française). Ces nouvelles représentations de la territorialité constituent aussi l'une des causes de l'échec de la pacification de la région des Grands Lacs et de son intégration économique régionale. Comment la CIRGL peut-elle promouvoir la paix, la sécurité et l'intégration économique



régionale dans une région aussi tourmentée où le poids des symboles attachés ou imprimés à la guerre, à la paix et à la territorialité est devenu une donnée à la fois structurelle, conjoncturelle et cognitive?

CONCLUSION : Pour des représentations sociales tournées vers des meilleurs futurs

Il est évident que l'intégration économique de la région des Grands Lacs se trouve face à des défis d'ordre matériel certes, (construction d'infrastructures, etc), mais aussi et surtout face à des défis d'ordre symbolique liés aux nouvelles représentations sociales non susceptibles de contribuer au développement de cette région. Cela ne sert à rien en effet de construire des infrastructures capables de matérialiser le projet d'intégration économique régionale comme le souhaite la CIRGL si ces infrastructures seront plus tard détruites par des guerres lucratives qui se ressource à des représentations sociales liées à des territorialités conflictuelles et à des formes d'imaginaires sociopolitiques et économiques qui engendrent des pratiques de destruction des biens collectifs au profit des bénéfices et dividendes politiques de quelques minorités, avec pour conséquence de faire de ces représentations nocives des normes de référence pour les jeunes qui vivent dans la région des Grands Lacs.

Et comme on peut le constater, l'ancrage de ces représentations sociales et leur appropriation par les populations risquent justement de consolider la thèse d'un système de guerre théorisée dans le premier point de cette étude. Système de guerre du au fait que ces représentations constitueront des socles à partir desquels vont se développer des guerres dont l'explication est à chercher dans les guerres elles-mêmes, en mettant en évidence les stratégies et les logiques des différents acteurs ainsi que la dynamique des structures. Tous ces paramètres étant liés, dans un mouvement de type dialectique, à ces représentations sociales où territoire conflictualisé et guerre deviennent finalement des ressources au lieu d'être considérés comme des vices. On connaît très bien la force des représentations sociales et des imaginaires sociaux dans les violences qui déchirent aujourd'hui le monde. Les exemples ne sont pas à chercher très loin : qu'on pense à ces divers types de fondamentalismes aux conséquences matérielles et humaines indescriptibles, dont la survie et la permanence sont dues aux représentations que leurs auteurs se font du paradis, du passé de l'homme, de l'avenir des nations, de la diversité, des civilisations, des cultures, de la religion, de la vie, des étrangers, des territoires religieux ou politiques, du capitalisme, du socialisme, de l'émancipation des femmes, etc.

Ces nouvelles formes de représentations sociales ne trouvent toujours pas leur explication dans le temps long braudélien, ou dans une quelconque culture africaine précoloniale où les guerres seraient survalorisées au point de constituer un impératif catégorique politique pour tous les Africains, jeunes et vieux, femmes et enfants vivant au XXI^e siècle. L'explication braudélienne, si elle permet d'expliquer d'autres phénomènes, elle ne semble pas bien rendre compte des causes à la base de la permanence des conflits actuels de la région des Grands Lacs. La dynamique reproductive de ces guerres est à chercher dans l'histoire récente de cette partie du continent africain dont le point de départ se situe vers les années 1997, ou alors au lendemain des processus de démocratisation déclenchés en 1990. Et c'est surtout à partir de



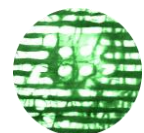
1998, que l'on a vu les espaces territoriaux locaux de la région devenir des champs des manœuvres du capitalisme international à travers notamment le déploiement des sociétés multinationales et de quelques pays africains qui ont cherché à s'afficher comme des impérialistes régionaux poursuivant des objectifs divers et souvent divergents.

Se sont ajoutés à ces globaliseurs et nouveaux impérialistes agissant sous le label des grandes puissances, plus de trente groupes et milices armés, ainsi que des individualités politiques et militaires congolaises et africaines, et quelques Congolais locaux. Tous ces acteurs se sont impliqués, à des degrés divers, dans une guerre dont l'avantage était de procurer des dividendes issus de l'exploitation illicite des territoires de la région riches en ressources naturelles. Par ailleurs, affirmer qu'on est dans le registre des guerres sans objectifs précis et qui ne visent qu'à détruire, comme certains auteurs le disent, c'est peut-être aller un peu vite en besogne. Il est vrai qu'il s'agit des guerres destructives, très destructives mêmes, mais dans la mesure où il s'agit comme nous le disons ici des guerres liées à des représentations sociales, c'est-à-dire à des processus mentaux se ressourçant à un savoir commun qui se communique facilement et qui tient le territoire occupé pour une ressource et qui assimile la paix à un état non productif alors que le conflit armé devient lucratif, il est évident que les auteurs qui font ces guerres ne sont pas des simples agents passifs, subissant le poids de l'histoire et des contraintes structurelles de ces guerres.

Il s'agit plutôt d'acteurs poursuivant des objectifs soit de survie pour le petit peuple (qui entre en guerre pour avoir de quoi manger), et pour les jeunes qui n'ont plus alors d'autre perspective que la guerre elle-même, soit de repositionnement politique pour tous ceux dont l'accès au territoire par la guerre conduit à une ascension sociopolitique, soit encore de large prédation pour les sociétés multinationales étrangères, les Etats ou certaines personnalités dont les bénéfices des guerres s'expliquent par le souci d'une large accumulation du capital. Certains chefs d'Etat africains sont impliqués dans cette dynamique territoriale des conflits armés avec pour mission de piller les ressources de la RDC qui sont affectées, comme butin de guerre, au développement même de leurs pays. C'est aussi un des objectifs poursuivis par certains acteurs.

La thèse d'une guerre sans véritables objectifs est dangereuse parce qu'elle risque finalement de faire des bourreaux des victimes mêmes des guerres qu'ils déclenchent, alors que ce sont des acteurs stratégiques dont les actions font des véritables victimes qui sont des populations civiles. Cette thèse risque également de faire passer les viols massifs commis par les agresseurs, les rebelles et les troupes armées régulières pour des actes banals dépourvus de toute rationalité et de toute logique de calculabilité, alors que le viol fonctionne dans cette région africaine, comme une violation du territoire humain, celui de la femme et même de l'homme (il y a aussi des hommes qui sont violés) pour atteindre des objectifs précis. Les conflits armés auraient alors pour conséquence de violer deux territoires : un territoire-espace physique et un territoire humain (Lire Tshibwabwa Jacques 2013).

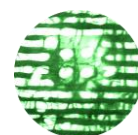
Ces guerres sont intervenues et interviennent par ailleurs dans un contexte où la plupart des Etats africains (et en particulier l'Etat congolais dont le territoire a été le théâtre de ces



dynamiques des conflits armés lucratifs), sont dans une situation de déliquescence, incapables de contrôler les différents territoires et de fournir des services sociaux de base aux populations. La faillite de l'Etat social est donc à la base d'une crise de citoyenneté dont Olukoshi a bien analysé les tenants et les aboutissants dans son propos. Or, les conséquences économiques et sociales de ces conflits armés sont bien connues : elles ont pour résultat l'aggravation du chômage des jeunes, la baisse du PIB, l'accroissement de la pauvreté, etc. Ainsi, les conséquences mêmes de ces guerres peuvent être à leur tour exploitées par des seigneurs de la guerre pour justifier d'autres guerres dont le but, diraient-ils, est d'instaurer des régimes démocratiques et des Etats capables de résoudre le problème de chômage des jeunes et placer les pays de la région sur la voie du développement. Une fois de plus, on aboutirait à une situation où la guerre s'érige en unique perspective pour les jeunes et pour les populations, une situation qui consoliderait les représentations sociales dont question dans cette étude, et qui n'ouvrirait aucune perspective de paix durable pour l'effectuation d'une intégration économique régionale tout aussi durable.

Parce que ces conflits armés sont le résultat d'une actualité de frémissements et de soubresauts militaires et politiques dont les origines ne sont pas à rechercher dans un passé mythique africain précolonial guerrier, et parce qu'ils impliquent des acteurs stratégiques dont les actions et pratiques découlent logiquement d'une forme de représentations sociales, il est possible d'adresser quelques recommandations pour envisager un bon futur possible pour cette partie du continent et pour ses populations, afin de faciliter à la CIRGL, sa noble mission de réalisation de l'intégration régionale. Pour ce faire, il faut promouvoir dans la région des institutions étatiques dont l'action politique, économique, sociale et culturelle sera de nature à planter le décor d'un décollage sociopolitique et économique, gage de la construction d'une nouvelle forme de représentations sociales, parce qu'il est difficile de se projeter dans l'avenir avec des représentations actuelles de la territorialité, de la paix et de la guerre. Mais ces nouvelles représentations dépouillées de toute conflictualité ne sont possibles que si elles trouvent un ancrage dans des Etats réinventés et dans des territoires reconstruits. En effet, parce que les territoires se trouvent au centre des transactions guerrières, il est temps pour que les dirigeants africains puissent re-territorialiser cet espace de l'Afrique centrale.

En effet, les représentations que les acteurs se font de leur territoire, ainsi que la manière dont ils le conçoivent dans le futur, sont très étroitement liées à la construction de leur identité collective, à la génération de projets de société et de territoire, de même qu'à la lecture et au sens qu'ils donnent à leur histoire et à la manière dont ils se projettent dans l'avenir et se dotent des moyens leur permettant de réaliser leurs projets (Sabine Jacquet 2013). Pour l'Etat congolais, le processus de reterritorialisation enclenché à travers notamment la politique dite de « Cinq chantiers », devenue la politique de la « Révolution de la modernité », permet de jeter les bases d'une reterritorialisation du pays, même si les efforts demeurent encore concentrés à Kinshasa, la capitale. Au Rwanda et en l'Ouganda, des efforts énormes ont également été consentis pour re-territorialiser ces deux pays. Cependant, il faut noter que la plupart des pays de la région, (et la République Démocratique du Congo en particulier) se sont installés pendant plusieurs années dans une phase de déterritorialisation à tel point que le



passage à des nouveaux régimes de territorialité exige un travail énorme de mobilisation de ressources matérielles, humaines et financières.

Enfin, concernant l'agenda de la construction de la paix, ce qui importe aujourd'hui ce n'est pas tant la construction de la paix d'abord, que la reconstruction des imaginaires sociaux, des mentalités, des perceptions, des rationalités, bref des représentations sociales que l'on se fait de la paix elle-même et de la guerre/violence. Le travail de reconstruction des représentations sociales passe certes par la mise en place d'une politique de réinvention de l'Etat, par la reterritorialisation et donc par la mise en route d'un nouveau régime de territorialité, mais aussi et surtout par la décomposition et la recomposition de ces représentations elles-mêmes. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un travail énorme qui implique les structures mêmes de socialisation que sont les familles, les écoles, les universités, les églises, les partis politiques et l'Etat lui-même. Enfin, il s'agit d'un travail qui exige l'acquisition des larges savoirs et la meilleure connaissance des sociétés africaines dans leurs dimensions institutionnelles et culturelles (Lire à ce sujet Thandika Mkandawire).

ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Abric, J.C.(dir.), 1994, *Pratiques sociales et représentations*, Paris, PUF.

Bayart, JF, Stephen E. et Hibou, B., 1997, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Paris, Edition Complexe.

Bigo, D., 1990, « La prolongation des conflits : approche comparative des systèmes de guerre », in *Cultures et Conflits*, n° 1. (Table ronde).

Braud, 2004, *Penser l'Etat*, Paris, Seuil.

Collier, P., *Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy*, Banque mondiale, 15 juin 2000

Collier, P., 2000 , « Doing well out of war : An economic perspective », dans M. Berdal et D. Malone, *Greed and Grievance : Economic Agendas of Civil Wars*, Boulder, Lynne Rienner.

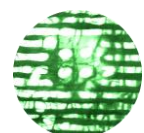
Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), 2006, *Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs*, Nairobi.

CIRGL, 2006, *Programme d'action pour la Paix et la Sécurité*, Nairobi.

CIRGL, 2006, *Programme d'action pour le développement économique et l'intégration régionale*, Nairobi.

Congo-Afrique, *Etats-Unis d'Afrique*, N° 426, Juin-Juillet 2008

Giddens, A., 1984, *La constitution de la société*, Paris, PUF.





Foucault, M., 1966, . *Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines »,.

Foucault, M., 1969, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences humaines ».

Gascon, A., 1990, La guerre comme rite géographique : l'exemple de la corne de l'Afrique, in *Cultures et Conflits* (La prolongation de conflits), n° 1.

Global Witness, 2010, *RD Congo : les anciens rebelles s'emparent de l'activité de racket du commerce de minerais*, 11 mars. (Communiqué de presse).

Global Witness, 2009, *Face à un fusil, que peut-on faire ?' La guerre et la militarisation du secteur minier dans l'est du Congo*, juillet. (Rapport)

Global Witness, 2010, *Ne pas nuire : Un guide pour les compagnies s'approvisionnant en RDC*, juillet.

Jodelet D., 1984. , « Représentations sociales : phénomènes, concepts et théorie », in Moscovici, S. (dir.) *Psychologie sociale*. Paris, PUF.

Hanf, T., 2006, « Un pays destiné au pillage ? Essai de situer la crise congolaise », in Mabiala, M., Hanf, T. et Schlee, B., (dir.), *La République Démocratique du Congo : une démocratisation au bout du fusil*, FKA, Kinshasa.

Hugon, P., 2001, « L'économie des conflits en Afrique », in *Revue internationale et stratégique*, Vol. 3, n° 43.

Jacquet, S., 2013, *Identité, projet, changement : des représentations sociales aux leviers de l'action publique. Pour un mode de gouvernance axé sur le développement territorial. Etude de cas : Canton de Jura (Suisse)*, Thèse de doctorat, Lausanne, Université, Institut de géographie et durabilité.

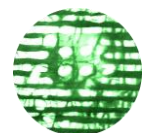
Lebfevre, G., 2006, « La représentation : résultat de l'articulation de l'individuel et du collectif au sein d'un groupe de formation », in *Journal International sur les Représentations Sociales*, Vol 3, N° 1.

Kankwenda, M., 2004, *Dynamiques des conflits et crises de développement en Afrique centrale*, Paris, Duboiris.

Keck, F. et Plouviez, M., 2008, *Le vocabulaire d'Emile Durkheim*, Paris, Ellipses.

Marchal, R., 2000, « Atomisation des fins et radicalisme des moyens. De quelques conflits africains », in *Critique Internationale*, n° 6.

Marchal R. et Messiant, C., 2002, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », in *Critique Internationale*, n° 16, Juillet.





Mkandawire, T., 2011,, « Running while others walk : knowledge and the challenge of Africa's development », in *Africa Developement*, Vol. XXXVI, n° 2.

Moscovici, S., 1984, *Psychologie sociale*. Paris, PUF.

Nasr, S., 1990, « Anatomie d'un système de guerre interne : le Cas du Liban », in *Cultures et Conflits*, n° 1.

Nicolas, G., 1990, « Nigéria : Dynamique agonistique d'une Nation à polarisation variable », in *Cultures et Conflits*, n° 1.

Obotela R., 2005, « Cap sur l'Afrique Centrale et la Région des Grands Lacs », in *Congo-Afrique*, N° 392, Février.

Olivier de Sardan, JP, 2010, « Le culturalisme traditionnaliste africaniste. Analyse d'une idéologie scientifique », in *Cahiers d'études africaines*, n° 198, 199, 200.

Olukoshi, A., 2005, *Intervention devant le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères Canadien*, 20 avril.

ONU/Conseil de Sécurité, 2001, *Rapport du Groupe d'Experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo*, New York.

ONU/Conseil de Sécurité, 2002, *Rapport du Groupe d'Experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo*, New York

ONU/Conseil de Sécurité, 2003, *Rapport du Groupe d'Experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo*, New York.

ONU/Conseil de Sécurité, 2012, *L'addendum au rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la RDC de 2012 (S/2012/348) concernant les violations par le Gouvernement rwandais de l'embargo sur les armes et du régime des sanctions*, New York.

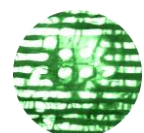
RDC/Ministère de l'information et de la presse, s.d, *Le Congo agressé*, Kinshasa.

Raffestin, C., et Bresso, M., 1979, *Espace, travail et pouvoir*, Lausanne, L'Age d'homme.

Raffestin, C. et Bresso, M., 1982, « Tradition, modernité et territorialité », in *Cahiers de géographie du Québec*, Québec, n° 26.

Raffestin, V. et Bresso, M., 1997, « Réinventer l'hospitalité », in *Communications*, N° 65.

Roy, O., 1990, « Afganistan : les raisons d'un conflit interminable », in *Cultures et Conflits*, n° 1.





Tshibwabwa K., 2007, Gouvernance globale et administrations publiques locales congolaises : le rôle du FMI, de la Banque Mondiale, des multinationales et des élites politiques, *Revue Internationales des Sciences Administratives*, Vol. 74, N° 2, Juin.

Tshibwabwa, K., 2010, *Mutations et visages renouvelés du « local » modelé par la conflictualité armée lucrative et la dynamique de la mondialisation : Une approche anthropo-politique*, séminaire animé à l'intention des Fellows de l'Institut d'Etudes Avancées de Nantes, Nantes, 10 octobre.

Tshibwabwa, K., 2011, *Dynamiques territoriales et sous-développement local en République Démocratique du Congo : Conflictualité et mondialisations réinterrogées*, Conférence dans le cadre du séminaire « Développement durable et territoires », Maison des Sciences de l'Homme de Nantes, Nantes.

Tshibwabwa, K., 2013, « Genre et dynamique territoriale de la conflictualité : état des lieux, Enjeux et perspectives », in Odimba C., Rollinde M. et Tshibwabwa K., (dir), *Genre et Conflit armés. République Démocratique du Congo et Afrique Sub-saharienne*, Réseau Universitaire des chercheurs en Genre et CRESPPA-GTM (Genre, Travail, Mobilités), Université de Kinshasa-Paris 8 et Paris 10.

Quivy, R. et Campenhoudt, L.V., 2006, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod.

Union Africaine/Commission Economique pour l'Afrique, 2013, *Rapport Spécial sur l'IRRN de la CIRGL et les autres mécanismes de certification dans la région des Grands Lacs : Enseignements et meilleures pratiques*, Kampala.

Université de Kinshasa, 2000, *La crise dans la sous-région des pays des Grands Lacs. Déclaration des universitaires africains et des africanistes occidentaux au Symposium international de Kinshasa*, Presses Universitaires de Kinshasa, Kinshasa, 4-8 décembre.

Vanier, M. (dir.), 2009, Territoires, territorialité et territorialisation. Controverses et perspectives, Rennes, PUR. (Coll. Espace et territoire).

Walliser, B., 2001, « La science économique », in Berthelot, M. (dir.), *Epistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF.

